

# LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 282

MONTRÉAL, LE LUNDI 5 DÉCEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

## La chaîne invisible

Le câble s'impose comme un fil à la patte du téléspectateur

Qui décide ce que vous regardez à la télé? Vous? Pas complètement. De plus en plus, les compagnies de câblodistribution ont leur gros mot à dire sur les chaînes qui trouvent leur chemin jusque dans votre salon.

Le pouvoir des compagnies de câble est devenu encore plus limpide il y a quelques jours lorsque les trois plus importants câblodistributeurs de la province, Cogeco en région et CF Câble et Vidéotron en ville, ont annoncé leur stratégie pour l'année qui vient. Leur «réploiement» découle de l'arrivée, le premier janvier, de dix nouveaux canaux spécialisés, huit en anglais et deux en français, le Réseau de l'information de Radio-Canada et le Canal D, calqué sur le *Arts & Entertainment* américain.

Les nouveaux canaux viennent s'ajouter au groupe de 1987, constitué de Réseau des sports, Canal Famille, TV5, MétéoMédia et Musique Plus.

Mais contrairement à ce qui s'était passé à ce moment, tout le monde n'aura pas accès aux mêmes chaînes. Par exemple, si vous habitez à Verdun, à l'île des Sœurs ou du côté ouest de la rue Peel, vous aurez droit, moyennant quelques dollars de plus par mois, à neuf nouvelles chaînes, y compris le très attendu Discovery Channel sur la science, la chaîne culturelle Bravo, le canal américain Fox.

Si, par contre, vous habitez l'est de la ville, ou du côté est de la rue Peel, vous n'aurez que trois nouvelles chaînes, soit RDI et le Canal D et une chaîne de musique country (les études ont démontré que les gens veulent de la musique country. En voulez-vous, vous?).

Pour avoir un choix plus étendu mais pas aussi large que celui de votre voisin de l'autre côté de la rue Peel, qui, lui, est sur le territoire de CF Câble, vous devrez payer 8,95 \$ de plus par mois, prix de la boîte Vidéotron que Vidéotron rend indispensable à ceux qui veulent avoir les quatre chaînes additionnelles que Vidéotron est prêt à transporter.

Vidéotron, placé sur la défensive depuis l'annonce de ses projets, répète que sa clientèle, majoritairement francophone et majoritairement moins fortunée que celle de CF Câble, n'est pas prête à payer un supplément pour obtenir des chaînes anglaises. Et, surtout, que ses abonnés tiennent mordicus à garder le Canal Famille là où il est présentement, sur le service de base du câble plutôt que sur un nouveau service de câble enrichi. (Les câblodistributeurs estiment que pour être attrayant, un nouveau bouquet de chaînes doit comprendre des anciennes chaînes aussi bien que des nouvelles. C'est pourquoi CF Câble a retranché Canal Famille, le Réseau des sports et quatre autres chaînes de son câble de base, afin qu'ils rejoignent les nouveaux canaux de son service de câble enrichi).

A Vidéotron, l'on est formel: «Nous sommes allés dans les maisons. Les femmes nous disent ne m'enlève pas mon Canal Famille. C'est ma deuxième gardienne».

Fort bien. Ce que Vidéotron ne dit pas cependant c'est que les familles qui veulent un choix élargi ne sont pas nécessairement intéressées par le fait d'avoir l'appareil Vidéoway, en raison de son coût élevé certes mais aussi parce qu'il donne accès à des dizaines et des dizaines de jeux vidéo. «Mes enfants ont déjà un Nintendo, un magnétoscope et un ordinateur; je ne désire aucunement qu'ils aient les jeux de Vidéoway», commente une abonné. Ce n'est ni la première ni la dernière fois que les câblodistributeurs décident pour vous. Il y a quelques années, les Montréalais avaient perdu la chaîne TV Ontario qui coûtait trop cher aux câblodistributeurs, parce que la chaîne éducative ne pouvait être captée à l'intérieur de la zone hertzienne définie par le ministère fédéral des Communications. Il était moins coûteux pour Vidéotron d'offrir PBS, dont deux postes rejoignent Montréal sans problème.

Les compagnies de câble jouent de prudence, ne prenant pas de risque et s'assurant que les sommes qu'elles engageront leur seront retournées. En fait, elles voient déjà beaucoup plus loin. Et savent que dans quelques années, tout le système actuel sera remplacé par un autre appareil, «la boîte», qui permettra aux téléspectateurs de choisir leurs chaînes et de ne payer que pour celles qu'ils veulent.

D'ici là, d'ici au grand soir, les compagnies de câble ne s'en font pas outre mesure. Car les plaintes que Vidéotron reçoit ne proviennent pas d'abonnés francophones mécontents du choix trop restreint à leur portée, mais du 10 % de ses abonnés anglophones outre de l'avoir à payer pour un réseau d'information de langue française dont ils ne veulent pas.

«Il faut que je leur rafraîchisse la mémoire en leur rappelant que les francophones paient depuis cinq ans pour le *Newsworld* anglais», disait cette semaine le porte-parole de Vidéotron.

INDEX	MÉTÉO
Agenda .....B6	Montréal Pluie débutant le matin. Venteux. Max: 3
Avis publics .....B4	Québec Nuageux avec pluie ou neige en fin de journée. Max: 2
Classés .....A4	Détails en B4
Culture .....B8	
Économie .....B2	
Éditorial .....A6	
Le monde .....A4	
Mots croisés .....A4	
Les sports .....B5	

LES ACTUALITÉS

Le prix Jean-Olivier-Chénier va à Pierre Falardeau



PAGE A 3

LES ACTUALITÉS

Parizeau aux USA: des doutes



L'ENTREVUE

Robert La Palme: le rire c'est du sérieux

PAGE B 1

## Il est «sorti du bois»



CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

L'état de santé de Lucien Bouchard, chef et fondateur du Bloc québécois à Ottawa, ne cesse de s'améliorer, et hier, l'homme politique avait recommencé à manger de la nourriture solide. Les derniers bulletins de santé de l'hôpital Saint-Luc indiquent que M. Bouchard respire seul, c'est-à-dire sans intubation. On affirme encore que M. Bouchard pourrait quitter l'unité des soins intensifs dès le milieu de cette semaine.

Pour sa part, le service des relations publiques de l'hôpital Saint-Luc donnera un nouveau bulletin de santé sur l'état du chef bloquiste dès aujourd'hui.

Cela fait maintenant plus de quatre jours que M. Bouchard a subi, à l'hôpital Saint-Luc de Montréal, trois opérations menant à une amputation de la jambe gauche à partir de la mi-cuisse, puis à la soustraction de morceaux de peau

VOIR PAGE A 8: BOUCHARD



Pendant tout le week-end, l'hôpital Saint-Luc, de Montréal, a été le théâtre de manifestations de sympathie destinées à son plus célèbre patient: le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard. Photo du haut: une pancarte installée sur une des colonnes à l'entrée de l'hôpital. A droite, des sympathisants souverainistes signent un message qui sera remis au chef convalescent, tandis que d'autres (à gauche) le disent avec des fleurs.

PHOTOS JACQUES GRENIER

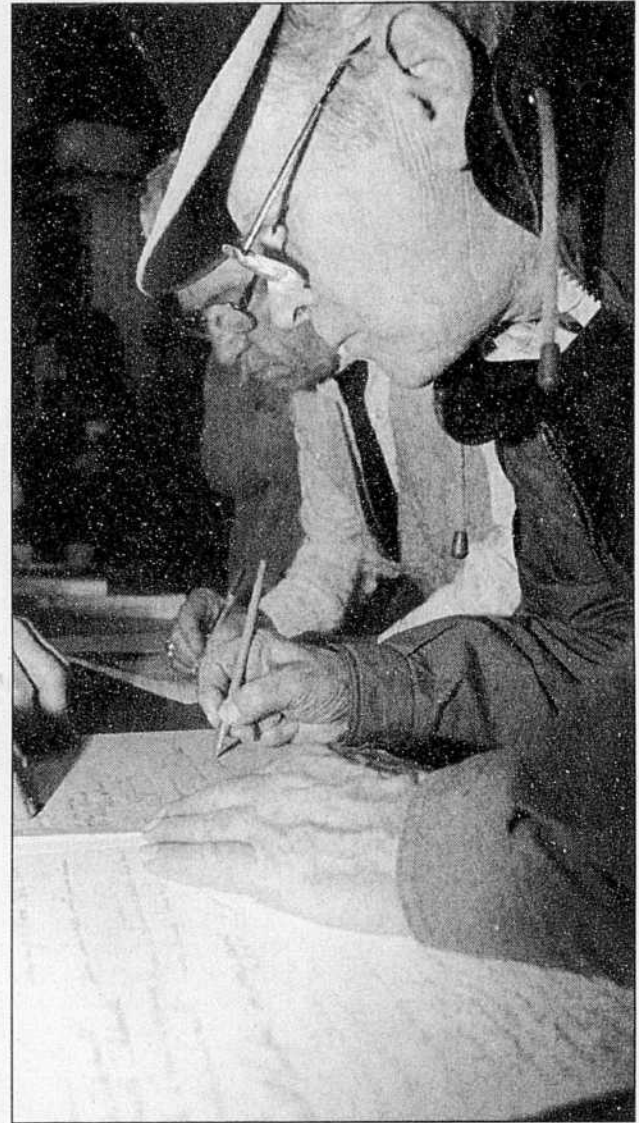


PHOTO PRESSE CANADIENNE

## Humeur incertaine à Budapest

La Bosnie, l'Otan et la Russie au menu de la CSCE

D'APRES AFP ET REUTER

Budapest — La guerre en Bosnie et un regain de méfiance entre l'OTAN et la Russie présagent de difficiles négociations, au sommet aujourd'hui et demain à Budapest, sur le rôle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) dans le maintien de la paix sur le Vieux Continent.

Hier, les dirigeants des 53 pays de la CSCE ont commencé à arriver dans la capitale hongroise.

Les divergences de vue sur les moyens

de juguler la crise bosniaque et les problèmes ethniques de la fédération de Russie devraient dominer la conférence, à laquelle participent 51 pays européens, les États-Unis et le Canada. Le premier ministre Jean Chrétien représentera le gouvernement canadien.

«Les Russes, vont-ils montrer leur mauvaise humeur à Budapest comme leur ministre des Affaires étrangères Andreï Kozirev l'a fait à Bruxelles, ou s'agissait-il simplement d'une manœuvre tactique pour obtenir un maximum», s'inter-

rogent des diplomates occidentaux.

M. Kozirev avait jeté un froid hier à Bruxelles en refusant de signer deux documents qui précisent les futures relations de Moscou avec l'OTAN. Il manifestait ainsi l'agacement de son pays à l'élargissement de l'Alliance atlantique vers l'Europe de l'Est.

De plus, samedi soir au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie a opposé, pour la première fois en six ans, son veto à une

VOIR PAGER A 8: BUDAPEST

## La loi anti-scab attendra

Axworthy ne peut tenir sa promesse en décembre

ROBERT DUTRISAC  
LE DEVOIR

Le ministre Lloyd Axworthy ne présentera pas en décembre, tel que promis, son projet de loi qui modifie le Code canadien du travail et qui pourrait bannir le recours aux briseurs de grève.

M. Axworthy, qui participait hier à une houleuse consultation populaire sur sa réforme des programmes sociaux dans le quartier de Côte-des-Neiges, a indiqué au cours d'un point de presse que la réforme du Code fédéral du travail ne sera pas déposée à la Chambre des Communes avant le printemps prochain. «Mon ministère prépare aussi un projet de loi sur l'équité salariale. Nous n'aurons pas le temps de présenter les deux projets de loi d'ici la fin de la session», a-t-il dit.

Le ministre Axworthy préfère donner la priorité à l'équité salariale d'autant plus facilement qu'interdire aux entreprises régies par le gouvernement fédéral de recourir aux briseurs de grève ne fait guère l'unanimité, le patronat étant farouchement contre et les syndicats résolument pour.

Son porte-parole pour le Québec, le député d'Outremont Martin Cauchon, croit savoir que M. Axworthy penche pour l'interdiction du recours aux briseurs de grève. «Le ministre Axworthy serait favorable», a-t-il estimé.

Le principal intéressé ne semblait pas encore branché hier. «J'ai discuté avec les syndicats et les hommes d'affaires», s'est-il contenté de répondre quand on lui a demandé s'il était en faveur d'une loi anti-briseurs de grève pour les entreprises à charte fédérale.

Au Québec, le Code du travail interdit aux entreprises placées sous l'égide de la province d'embaucher des briseurs de grève, des «scabs», en cas de grève ou de lock-out. Le fédéral facilite la tâche des employeurs en leur permettant de recourir à un tel procédé.

La promesse de déposer des amendements au Code fédéral du travail au cours de la présente session parlementaire, M. Axworthy l'avait faite en octobre, à Montréal, devant un groupe de syndiqués de la minoterie Ogilvie venus manifester lors d'un déjeuner au Cercle canadien de Montréal où le ministre était le conférencier invité.

Les 116 syndiqués d'Ogilvie font la grève depuis le 6 juin. Relevant du gouvernement fédéral, la minoterie Ogilvie, que La-batt a vendue il y a deux ans au géant

VOIR PAGE A 8: LOI

## L'onde de choc

Après cinq ans, la tuerie de Polytechnique laisse paraître de sourdes blessures

Faut-il en parler ou se taire? Cinq ans après la tragédie de Polytechnique, l'ambivalence entre le silence et la parole persiste, de peur d'éveiller les démons endormis. Chez plus d'un étudiant, les blessures refont sporadiquement surface. Il a fallu plus d'un

an pour que s'estompent les séquelles du massacre, démontrent les études. Des études qui révèlent aussi le peu de moyens dont nous disposons pour jauger le mal de l'âme de toute une collectivité.

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

2. Les dernières feuilles venaient à peine de tomber quand Claude Pratte a commencé à recevoir ses premiers coups de téléphones d'étudiants, troublés par l'imminence d'un cinquième anniversaire. Cinq ans. Et les traces sont encore là. Les réactions, épidémiques.

«Chaque année, des étudiants nous rappellent à l'approche du 6 décembre, quand les émotions refont surface. Mais cette année, plus d'étudiants ont demandé à être mis en contact avec d'autres. Un cinquième anniversaire, ça doit être symbolique», pense tout haut M. Pratte, coordonnateur du Service d'orientation et de consultation psychologique de l'Université de Montréal.

Dès le lendemain du drame, Claude Pratte et des confrères psychologues ont fait des pieds et des mains pour organiser de vastes groupes de discussions et de «debriefing» pour ces étudiants bouleversés, soudainement plongés en plein cauchemar.

L'onde de choc n'a épargné personne, causant plus de dommages chez les âmes fragiles.

Mais une fois ces rencontres passées, chacun a dû exorciser seul ses vieilles peurs. Certains ont consulté pendant quelques années les services d'aide psychologique de l'Université de Montréal. Pour les autres, on ne sait trop. Perdus dans la brume. Aucun dépistage ou suivi systématique n'a été effectué par l'École polytechnique ou par l'Université de Montréal.

Pourtant, bien des indices révèlent que le niveau de tension est demeuré élevé dans la population estudiantine, et pendant plusieurs années. Un incident violent, un déséquilibre dans une classe, et la tension prenait des proportions incroyables, rappelle Claude Pratte. «Nous avons eu une augmentation sensible des demandes de consultation lors de la tragédie de Concordia et lors de la disparition de Chantal Brochu. Souvent, les gens qui



VOIR PAGE A 8: ONDE

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## LOI Bombardé de questions

SUITE DE LA PAGE 1

américain Archer Daniels Midland Company, a continué ses activités en embauchant des briseurs de grève. Pour faciliter le règlement du conflit, un conciliateur vient d'être nommé par le Conseil canadien des relations de travail.

Accompagnée par un vice-président de la CSN, Marc Laviolette, une délégation d'une trentaine de grévistes se rendra mercredi au siège social d'Archer Daniels Midland (ADM) situé à Decatur, en Illinois. Pour M. Laviolette, l'entreprise américaine, dirigée par Dwayne Andreas — le plus grand transformateur de maïs et de soja en Amérique, selon le magazine *L'actualité*, qui en fait un portrait flatteur dans sa dernière édition — est «un géant de l'alimentation qui importe chez nous un modèle de relations de travail typiquement américain», s'appuyant sur le fait qu'à une usine de A. E. Staley, à Decatur, une compagnie «dans laquelle ADM détient 8 à 10 % des actions», un lock-out a été décrété et des *scabs* ont été embauchés.

Hier, dans la consultation populaire organisée au cœur de Côte-des-Neiges par la députée de Mont-Royal, Sheila Finestone, et le député d'Outremont, Martin Cauchon, le ministre Axworthy, à l'issue de son allocution, a été bombardé de questions et de commentaires, souvent cinglants ou acerbes, sur sa réforme des programmes sociaux.

«Vous proposez des coupures sur le dos des gens les plus mal pris», a estimé une des participantes à cette consultation qui a donné lieu à trois ateliers — sur l'emploi, la formation et la sécurité du revenu.

D'autres participants ont décrié les «documents de discussions» qui leur ont été remis et qui décrivaient en ces termes le «nouveau monde de l'emploi»: le taux de chômage restera élevé, le chômage à long terme est en augmentation et les emplois deviennent de moins en moins permanents. «C'est cynique de prévoir des choses pareilles», s'est indignée une participante.

Relevant l'assertion du ministre qui soulignait la création de «450 000 nouveaux emplois en quatre mois» au Canada, une chômeuse l'a pris à partie: «Pourquoi ne pas me donner une de ces jobs que vous venez tout juste de créer?», s'est-elle écriée, féroce.

Manque de chance, une réunion de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) s'est terminée à temps pour ne rien manquer de la période de questions accordée par le ministre, amenant son lot de macarons rouges «À bas la réforme Axworthy» et de questions plantées. «On ne veut pas que la dette nationale devienne la dette des étudiants», a dit l'un d'eux.

Faisant contre mauvaise fortune, bon cœur, M. Axworthy a répondu patiemment, en anglais principalement ou encore dans un français franchement incompréhensible, aux questions de l'auditoire pendant près d'une heure.

## ONDE Retour difficile

SUITE DE LA PAGE 1

n'ont pas ou peu réagi à l'époque, réagissent fortement maintenant», affirme le psychologue.

L'Université de Montréal fait maintenant appel à Claude Pratte pour approcher les étudiants agressifs ou ceux qui présentent des problèmes de comportement. «Les professeurs sont maintenant beaucoup plus sensibles à ce genre de choses. Malgré l'anonymat qui peut régner sur un grand campus, les gens se soucient davantage de ceux qui les entourent», affirme ce dernier.

Grâce à son intervention, on a bien désamorcé quelques crises potentielles, en forçant notamment l'hospitalisation d'un ex-psychiatrisé qui a créé son lot de panique dans les résidences étudiantes en gardant une arme dans sa chambre.

A Polytechnique, d'anciens étudiants à la recherche d'une oreille attentive ont aussi relancé Gilles Lussier, psychologue et conseiller à l'École. «Souvent, c'est lors d'un deuxième traumatisme ou d'un acte violent que les symptômes refont surface», affirme-t-il. Et ces réactions à retardement, tout de même rares, peuvent s'exprimer par une agressivité excessive à l'endroit des autres ou des symptômes purement physiques, ajoute le psychologue.

Si la cohorte d'étudiants qui a vécu de près ce drame a quitté le campus, il reste par contre bien des employés chez qui l'âge a rendu parfois beaucoup plus difficile le retour à la vie normale. Certains disent tout haut leur désarroi, d'autres le dissimulent. Ces dernières semaines, les psychologues ont d'ailleurs pesé le pour et le contre en ce qui concerne la tenue éventuelle de nouvelles séances de discussions, à la demande de certains employés. Toutes choses considérées, on a de nouveau opté pour le silence. Claudette Arseneault, psychologue au programme d'aide aux employés de l'Université de Montréal, créé dans la foulée des événements de Polytechnique, juge que cette réserve demeure nécessaire.

«On a décidé de ne rien faire parce qu'à chaque fois qu'on parle du 6 décembre, c'est récupéré par des groupes et l'on finit par ne pas parler du vécu des femmes et des hommes qui ont été bouleversés par cela.»

Dès les lendemains de la tragédie, l'École Polytechnique s'était opposée à ce que des études ou un dépistage systématique soient effectués auprès des étudiants, optant plutôt pour la disponibilité de services psychologiques à l'École. «Vous savez, il y a eu plusieurs offres d'enquêtes, mais l'école a refusé. On s'est même fait offrir des potions magiques pour «rétablir l'équilibre du métabolisme» de nos étudiants!», ironise M. Lussier.

En fait, une seule enquête collective, jamais largement diffusée, a permis de mesurer l'ampleur des remous provoqués par cet événement tragique auprès des étudiants de Poly. Lors de l'envoi des bulletins de la session d'hiver 1990, tous les étudiants ont été interrogés sur leur niveau général d'anxiété à l'aide d'un questionnaire formulé par des psychiatres. À la demande expresse de l'École, ce questionnaire ne devait faire aucune référence à la

tuerie.

Six mois après le drame, le niveau moyen d'anxiété chez les filles atteignait 4,8 et celui des garçons 3,6, ce qui est plus élevé que dans la population en général (environ 3). En gros, 60 % des répondantes et 26 % des garçons ont dit vivre plus d'anxiété qu'avant le massacre. «L'ampleur des réactions a dépassé ce que les gens prévoyaient. Devant ces résultats, l'école a accepté d'ajouter un deuxième test pour vérifier si cet état d'anxiété était lié aux événements de la tragédie», affirme le psychiatre Dr François Dassylva, qui a réalisé cette étude avec trois autres chercheurs.

En fait, ce deuxième test destiné à mesurer les traumatismes liés à l'événement a été acheminé aux étudiants de Poly un an après la tragédie, en décembre 1990, ainsi qu'aux étudiants de l'École des Hautes études commerciales (HEC), pour permettre des comparaisons. Chez les étudiantes de Poly, on a mesuré un score moyen de 28 et de 19 chez les garçons, comparativement à 18 pour les étudiantes des HEC et de 12,3 pour leurs confrères de la même école. Un écart significatif, soutient le psychiatre Dassylva. A titre de comparaison le stress d'étudiants de médecine effectuant leur première dissection sur un corps oscille entre 12 et 7, selon les sexes.

«On a noté une différence importante dans le niveau de stress vécu par les étudiants des deux écoles. Si nous avions choisi une école plus éloignée que les HEC du lieu du drame, les différences auraient probablement été encore plus marquées», soutient le Dr Dassylva.

A toutes ces occasions, les étudiants ont eu le loisir d'inscrire leurs noms et adresses sur les enveloppes de retour pour obtenir les résultats généraux à ce test ou des conseils sur leur état. À chaque session, de 600 à 900 étudiants et étudiantes ont répondu aux questionnaires, les filles dans une proportion beaucoup plus élevée. Pas moins de 70 % des répondants ont exprimé le désir d'avoir des informations sur les résultats de ce test.

Ce n'est que lors d'un troisième et dernier envoi, expédié en mai 1991, que le retour à la normale a été observé, avec des scores de 9,1 pour les filles et 8,4 chez les garçons. «Compte tenu du caractère confidentiel du test, il a été impossible de suivre le cheminement particulier des élèves qui démontraient le plus de symptômes d'anxiété et de troubles post-traumatiques», explique le Dr Dassylva, qui estime que l'exercice, malgré ses limites, a permis d'en savoir plus long sur les impacts d'un incident tragique.

Si les maux de l'âme ne se mesurent pas aisément, on croit que cette unique étude a donné des indices sur la façon de jauger l'ampleur du désarroi dans une communauté. Ce que ça met en évidence, note le Dr Dassylva, c'est que nous avons peu de moyens pour gérer l'impact psychologique des catastrophes au Québec, quand il y a un grand nombre de victimes. «Dans ce cas-ci, ça a été très laborieux parce que la situation était délicate. Tout ce qu'on souhaite, c'est que ça puisse nous aider à l'avenir à mieux comprendre et à mieux intervenir à la suite de ce genre de tragédies.»

## La souveraineté inquiète la classe politique américaine

PRESSE CANADIENNE

«L'indépendance (du Québec) va ajouter une importante dose d'incertitude dans les secteurs de coopération» et «toute perturbation économique au Nord serait ressentie aux États-Unis, indique un rapport récent du Congrès américain.

L'éventuelle séparation du Québec inquiète la classe politique américaine, comme l'indique un document de six pages récemment produit par le service de la recherche du Congrès à l'intention des hommes politiques de Washington.

Le document en est toutefois un d'orientation et ne reflète pas nécessairement la position officielle de la Maison blanche ni du département d'État. Une copie a été obtenue par

le réseau de télévision TVA.

Là où le chef péquiste Jacques Parizeau se veut le plus rassurant, sur le plan économique, le document ne peint pas la situation en rose. «Toute perturbation économique au Nord pourrait provoquer une onde qui serait ressentie aux États-Unis.»

«Les ajustements économiques à court terme pourraient avoir un impact pénible et coûteux sur les activités commerciales des trois pays», avertit-on dans un langage diplomatique.

Depuis une quinzaine d'années, les Américains marchent sur des œufs et ne veulent surtout pas donner l'impression de se mêler de la politique interne du Canada.

Les propos ne sont pas alarmistes, fait remarquer le commentateur du réseau TVA, mais les auteurs du texte

laissent quand même voir l'inquiétude des Américains.

Les sénateurs et les représentants de la chambre pourront prendre connaissance du document d'orientation à la veille du dévoilement du plan d'action du premier ministre Parizeau.

Les auteurs du document mentionnent aussi que Washington voudra maintenir de bonnes relations avec un Québec souverain et un Canada diminué.

Jacques Parizeau a souvent dit de ses conversations avec le personnel politique américain qu'elles étaient bigrement intéressantes et le laissaient optimistes.

La lecture du document en question semble toutefois laisser croire que tout le monde n'a pas été convaincu par le chef péquiste.

## BUDAPEST Les Russes rechignent

SUITE DE LA PAGE 1

résolution sur la Bosnie montrant ainsi son mécontentement face à la stratégie occidentale dans ce conflit.

Les Russes craignent une nouvelle division de l'Europe après un élargissement de l'OTAN. Ils voudraient un renforcement de la CSCE, seul forum pan-européen où ils sont activement présents. Ils souhaiteraient y jouer un rôle dirigeant en ce qui concerne leur «étranger proche», les anciennes républiques ex-soviétiques.

Moscou a proposé à la réunion préparatoire du sommet, qui siège depuis plus de huit semaines à Budapest, un document pour un «nouveau modèle de la sécurité pan-européenne pour le 21<sup>e</sup> siècle». Les Occidentaux sont prêts à en discuter, à condition que cela ne mette pas en cause l'OTAN, l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale) ou d'autres organisations.

À l'exception de l'ex-Yougoslavie, pratiquement tous les conflits et tensions dans lesquels la CSCE intervient déjà ou serait appelée à intervenir concernent l'ancien empire soviétique: Estonie, Lettonie, Géorgie, Moldova, Tadjikistan, Ukraine.

Les Russes rechignent sur deux mécanismes de maintien de la paix que la CSCE veut développer.

L'un regarde le conflit au Nagorny Karabakh entre les deux républiques ex-soviétiques de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan qui a fait plus de 20 000 morts.

La CSCE veut envoyer une véritable force internationale de 3300 hommes, une sorte de Casques bleus de la CSCE, dans cette enclave à majorité ethnique arménien-

ne en Azerbaïdjan avec l'aval des Arméniens, des Azerbaïdjanais et des Arméniens du Nagorny Karabakh. Pour la CSCE c'est une «opération-test» pour sa capacité de maintien de la paix.

Les Russes, qui y sont opposés, estiment que la CSCE n'a pas les moyens ni l'expérience requises pour une telle opération dans cette région.

Le deuxième mécanisme de la CSCE consiste à confier à une «partie tierce» une opération dans une zone de conflit. Cette «partie tierce» pourrait être la Russie avec des pays de la Communauté des États indépendants (CED). Mais la CSCE ne veut absolument pas accorder un blanc seing à Moscou.

Une solution pourrait venir des présidents eux-mêmes, en particulier Bill Clinton et Boris Eltsine.

En revanche, l'un des documents majeurs du sommet, le «code de conduite», est acquis. Il s'agit de normes pour un contrôle politique et démocratique des forces armées, en particulier pour leur utilisation à l'intérieur d'un pays.

La CSCE, née il y a 19 ans en pleine guerre froide, devrait changer d'autre part de nom pour devenir «Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe». Ce n'est pas simplement cosmétique, estiment des diplomates occidentaux, car elle devra acquérir une nouvelle capacité légale. Jusqu'à présent, les diplomates qualifiaient la CSCE de «processus».

Après le prochain sommet en 1996 à Lisbonne, les sommets seront plus espacés dans le temps et n'auront lieu que tous les trois ou quatre ans. Ils étaient organisés jusqu'à présent tous les deux ans.

## BOUCHARD Message d'Alain Juppé

SUITE DE LA PAGE 1

à l'abdomen et à la région thoracique, alors qu'il était la proie d'une bactérie streptococcique de type A, dite «bactérie manguaise de chair». Il avait d'abord été hospitalisé mardi pour un caillot de sang à la jambe gauche. Depuis, M. Bouchard fait partie d'une minorité de patients qui ont échappé de cette terrible maladie.

Alors, les témoignages de sympathie n'ont cessé d'affluer à l'égard du chef bloquiste, dont on dit du reste qu'il est l'homme politique le plus populaire du Québec. Et pourtant, le salon de l'unité des soins intensifs de l'hôpital Saint-Luc ne comptait pas de visiteurs hier, aux abords de la chambre où reposait M. Bouchard. L'accès à l'hôpital était d'ailleurs bloqué aux journalistes. Selon des sources proches de la famille, seule sa femme Audrey Best et son frère Gérard, ont été admis au chevet de Lucien Bouchard depuis le début de son hospitalisation. Pour sa part, le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, a fait un saut à l'hôpital samedi après-midi, principalement pour saluer l'épouse de M. Bouchard.

C'est Audrey Best qui aurait tenu le reste de la famille informée de l'état de santé de son mari, et tout ce monde semble désormais assuré que M. Bouchard est non seulement hors de danger, mais bien engagé vers le rétablissement.

Dès vendredi, le médecin traitant de l'homme politique, le Dr. Patrick D'Amico, affirmait que son patient devrait pouvoir retourner à la vie publique au printemps prochain, avec l'aide d'une prothèse. Le même jour, les médecins de Saint-Luc avaient procédé aux changements des pansements et au traitement des plaies de M. Bouchard. La phase de réparation de la maladie, soit le traitement des plaies, sera suivie d'une phase de réadaptation en physiothérapie de trois ou quatre mois.

Enfin, les témoignages d'appui ont été transmis à M. Bouchard au cours de la journée de dimanche. Ainsi, le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a fait parvenir hier un message d'encouragement au chef du Bloc québécois, par l'intermédiaire de l'ambassade de France à Ottawa.

«Monsieur le président, j'ai appris avec émotion l'épreuve que vous subissez, dit ce communiqué. Je souhaite vous adresser mes vœux les plus chaleureux de

prompt rétablissement et j'espère vivement avoir prochainement le plaisir de vous revoir afin de poursuivre la discussion que nous avons engagée lors de votre visite à Paris en mai dernier.»

D'autre part, plusieurs personnes interrogées se sont dites confiantes dans le fait que M. Bouchard reviendrait à la politique active dès qu'il le pourrait.

«Nous sommes sûrs qu'il mettra toute son énergie et son opiniâtreté à se rétablir pour être en mesure de mener, avec nous, le dernier grand combat dont il parlait il y a quelques jours, celui de la souveraineté du Québec», ont dit les dirigeants de la Fédération des travailleurs du Québec, soit le président Clément Godbout et son secrétaire général Henri Massé.

La Fédération des travailleurs du Québec, a également émis hier un message de sympathie au défenseur de la souveraineté du Québec à Ottawa.

«Notre ami et compagnon de lutte Lucien Bouchard a désormais deux grands combats à gagner... le premier pour recouvrer la santé, le deuxième pour faire du Québec un pays souverain», dit ce communiqué.

La FTQ, a précisé qu'elle avait appuyé le Bloc lors des dernières élections, précisant que M. Bouchard «comme René Lévesque, il a su gagner l'affection de tout un peuple et, en particulier, des travailleurs et des travailleuses que nous représentons». Les deux dirigeants de la centrale syndicale ont fait ces déclarations au nom des 450 000 membres de la FTQ.

De son côté, le président du Mouvement souverainiste du Québec, Ivano Vellone, s'est dit lui aussi assuré que le chef du Bloc québécois reviendrait sous peu à la politique active, même si la décision ultime revenait, bien sûr, à M. Bouchard lui-même.

Le mouvement souverainiste du Québec, qui célébrait hier l'anniversaire de la rébellion des patriotes du Bas-Canada en 1837, et qui regroupe près de 2000 membres, a fait signer hier d'immenses cartes de souhaits de prompt rétablissement à l'attention de M. Bouchard. Ces cartes, signées par plus de 200 personnes, ont été acheminées aux gardes de sécurité de l'hôpital Saint-Luc dans l'après-midi.

Toute la fin de semaine, une banderole affichant les mots «Que l'on continue», à l'intention de M. Bouchard, est demeurée déroulée sur le mur du restaurant le Vieux Munich, boulevard René-Lévesque, devant l'hôpital Saint-Luc.

## À Québec, les nouveaux députés font l'apprentissage du métier

KATIA GAGNON  
PRESSE CANADIENNE

Québec — Mardi dernier, elle a fait son entrée à l'Assemblée nationale pour la première fois après avoir tenté — sans succès — de se faire élire comme députée à quatre reprises depuis les élections de 1976.

Louise Beaudoin la voulait, sa place de députée. «C'est le triomphe de la détermination», lance la ministre des Affaires canadiennes du cabinet Parizeau.

«Ça fait 18 ans que j'essaie de prendre mon siège de députée. J'ai été accrochée à cette idée-là comme c'est pas possible. C'est un couronnement.»

Pourtant, elle a été ministre des Affaires internationales sous le gouvernement Lévesque, présidente du comité du NON lors du référendum sur l'accord de Charlottetown, déléguée du Québec à Paris. Malgré cet imposant curriculum vitae, les électeurs de Chambly lui ont fait subir la défaite électorale à quatre reprises.

«Avant d'être ministre, on est député. Être ministre comme je l'ai été pendant deux mois (sans être élue), ça n'avait pas vraiment de signification, dit-elle. J'ai fait une campagne acharnée pendant quatre ans. Battré Mme (Lucienne) Billiard, ça n'a pas été facile.»

Louise Beaudoin était loin d'être la seule à avoir des papillons dans l'estomac mardi dernier. Près de la moitié des parlementaires faisaient leur entrée pour la première fois dans l'impressionnante enceinte de l'Assemblée nationale.

«C'est une responsabilité énorme que de représenter, seul, près de 260 000 Québécois», souligne le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, le cadet des parlementaires et seul député de sa formation politique. L'ADQ a cependant récolté près de sept % des votes à l'échelle du Québec le 12 septembre dernier.

La même émotion était sur bien des visages, mardi dernier. Les députés cherchaient leur place sur les banquettes, allaient saluer les adversaires d'en face, se fami-

liarisaient avec le décorum et les procédures.

«J'ai avant tout pensé aux citoyens de mon comté, souligne David Cliche, député péquiste de Vimont. Je me suis senti énormément de poids sur les épaules pour relever l'honneur des politiciens.»

«J'étais à la fois très enthousiaste et très inquiet, car il faut absolument que je contribue, dans les prochaines années, à redonner confiance en la politique aux citoyens. Sinon, on est sur le bord d'une crise majeure», affirme-t-il.

David Cliche est un autre membre du PQ qui œuvre dans l'ombre depuis de nombreuses années. Candidat défait aux élections de 1989, il est le principal rédacteur des chapitres sur l'énergie, l'environnement et les autochtones du programme du Parti québécois.

«Mais, dit-il, rien ne remplace la récompense de nos commentants: nous avoir élu. Impossible de qualifier cette sensation. C'est l'aboutissement de plusieurs années de travail.»

La députée libérale de Jean-Talon, Margaret Delisle, savourait d'autant plus sa victoire qu'elle n'a gagné son siège que par 24 voix. Opposition oblige, elle entre à l'Assemblée nationale dans un esprit nettement plus belliqueux que ses vis-à-vis péquistes.

«Je m'attends à un mandat de surveillance du gouvernement: j'ai l'intention de suivre particulièrement le dossier de l'assainissement des finances publiques. Il y a beaucoup de pain sur la planche», lance-t-elle.

Un séjour dans l'opposition recèle cependant des avantages incontestables. Lorsqu'on a demandé à Mme Delisle — une néophyte de la politique provinciale — si elle aurait des problèmes à faire sa place aux côtés des habitués de l'Assemblée nationale, elle a répliqué, tout sourire: «Lorsque je consulte mon caucus, dans la région de Québec, je sors toujours gagnante.»

Rappelons que Mme Delisle est la seule députée libérale de la région de la Capitale...

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30  
2050, RUE DE BLEURY, 9<sup>E</sup> ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9  
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ  
AVIS PUBLICS (514) 985-3344  
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344  
PUBLICITÉ (514) 985-3399  
NUMÉRO SANS FRAIS 1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30  
Montréal (514) 985-3355  
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559